

*Les crédits*

occasion de nous rappeler qu'il faut la réduire, mais elle croît plus vite que notre économie.

• (1120)

Depuis que le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir, elle a plus que doublé, passant de 170 milliards en 1984 à presque 400 milliards d'ici à la fin de cette année alors que nous connaissons une période de croissance économique ininterrompue depuis le début des années 1980. On s'attend même à ce que le déficit de cette année soit plus élevé que celui de l'année dernière et certains craignent qu'il atteigne le niveau record de l'année 1984, après la récession.

Les Canadiens savent tous que les prévisions du ministre des Finances concernant son déficit sont souvent sinon toujours fausses. Ses prévisions concernant les taux d'intérêt, notamment celles pour 1988 et 1989, étaient incorrectes également, comme le seront d'ailleurs sûrement ses prévisions pour 1990. Dans le budget qu'il a déposé en 1985, peu après son élection, le gouvernement conservateur prévoyait que, d'ici la fin de la décennie, le déficit annuel ne s'élèverait plus qu'à 17 milliards de dollars. Et pourtant, nous y sommes à la fin de la décennie, et le gouvernement n'a pas réduit le déficit à 17 milliards de dollars. Au contraire, le déficit atteint fort probablement le double de cette somme, soit 34 milliards, ou plus.

Plus tôt cette année, le ministre des Finances a prédit que le déficit budgétaire n'atteindrait que 28 milliards de dollars. Il a fondé ses prévisions, qui sont sûrement erronées, sur un taux moyen d'intérêt de 11 p. 100 pour l'année en cours. Nous sommes maintenant rendus au mois d'octobre, l'année 1990 s'achève, et il semble, du moins il doit paraître évident à tous les Canadiens, que les taux moyens d'intérêt ne s'élèveront pas à 11 p. 100 cette année, mais plutôt à 13 ou même à 13,5 p. 100.

C'est là surtout qu'on s'aperçoit que le gouvernement est incapable de proposer aux Canadiens un budget offrant de l'espoir et une certaine stabilité à notre économie. Le ministre des Finances nous rappelle sans cesse que son gouvernement a indéniablement réduit ses dépenses officielles; tous les Canadiens s'en sont rendu compte. Tous les gouvernements provinciaux, tous les retraités, tous les patients des hôpitaux, tous les étudiants et une myriade d'autres Canadiens se rendent bien compte que le gouvernement a réduit ses dépenses. Mais ce qui devrait grandement inquiéter le gouvernement, et tous les Canadiens, et ce qui nous a incité à proposer cette motion aujourd'hui, c'est le fait que, malgré les réductions des dépenses officielles du gouvernement, la dette et le déficit du Canada ne cessent de croître.

Pourquoi en est-il ainsi, monsieur le Président? Essentiellement, pour deux raisons: premièrement, le gouvernement n'a pas rattaché ses réductions de dépenses, qui touchent surtout les programmes sociaux, à des réformes de portée plus générale. Il ne présente aux Canadiens d'autre perspective d'avenir que la réduction des fonds alloués aux programmes sociaux existants. Il ne présente aux Canadiens aucune politique cohérente de développement social, ni aucun programme d'appui à l'éducation et au recyclage. Il ne présente aucun programme d'appui à la médecine ou aux chômeurs, mais il s'emploie à changer, remanier et réduire les programmes des gouvernements des décennies passées.

Les taux d'intérêt, qui touchent durement tous les Canadiens, sont la conséquence directe de la politique économique du gouvernement. Ils expliquent en grande partie pourquoi le déficit et la dette continuent de croître, fait que le gouvernement refuse d'admettre.

Nous savons que les taux d'intérêt vont faire dérailler les prévisions que le ministre des Finances avaient faites pour 1990. Par exemple, il parle aujourd'hui d'un déficit annuel de 30 milliards de dollars, soit 2 milliards de plus que ce qu'il avait prédit. Économistes, observateurs et commentateurs savent très bien que le chiffre révisé de 30 milliards est de beaucoup inférieur au déficit que le gouvernement aura cette année.

Le gouvernement a protesté au cours de la période de prospérité économique, mais il n'a pas atteint l'objectif qu'il s'était fixé. Comme nous sommes à la veille d'une récession, les dépenses sociales vont augmenter en même temps que le chômage, mais les recettes fiscales vont diminuer.

Les intérêts sur la dette équivalent au déficit annuel de 40 milliards de dollars. Les intérêts sur le déficit sont élevés tout simplement parce que les taux d'intérêt sont élevés, et les taux d'intérêt sont élevés parce que le gouvernement s'en est remis exclusivement à la Banque du Canada qui n'a pas trouvé d'autre moyen pour combattre l'inflation.

On peut combattre l'inflation par les taux d'intérêt élevés seulement quand les taux mènent à la récession. C'est précisément ce qui se passe au Canada. À la fin de juillet, le pays avait eu six mois consécutifs de croissance négative. En termes plus simples, cela veut dire que le chômage a encore augmenté en septembre pour s'établir à 8,4 p. 100. Bien sûr, en région, le taux de chômage est beaucoup plus élevé, atteignant 17 p. 100 à Terre-Neuve. La construction domiciliaire a de nouveau connu une baisse ce mois-ci, comme le mois dernier et le mois précédent, ce qui constitue un indicateur sûr que notre croissance économique faiblit.